



Pour qu'on vive!



TRACT DE L'ACTION NATIONALE

Conférence prononcée le 30 octobre 1934, à la
Palestre Nationale (Montréal), devant l'Association
Catholique des Voyageurs de Commerce.

"L'ACTION NATIONALE"

Revue publiée par la Ligue d'Action nationale, est un organe de pensée et d'action au service des traditions et des institutions religieuses et nationales de l'élément français en Amérique.

Les directeurs de la Ligue sont : MM. Esdras Minville, président ; Hermas Bastien, secrétaire ; Olivier Maurault, p.s.s., Pierre Homier, l'abbé Lionel Groulx, Eugène l'Heureux, Anatole Vanier, l'abbé Albert Tessier, Harry Bernard, Arthur Laurendeau, René Chalout, Albert Rioux, Dr Philippe Hamel, Wilfrid Guérin, Léopold Richer, Dominique Beaudin.

L'Action Nationale, dont le directeur est M. Arthur Laurendeau, paraît tous les mois, excepté en juillet et août. L'abonnement est de \$ 2.00. On s'abonne aux bureaux de la revue :

M. Arthur Laurendeau,

3472, rue Hutchison,

Montréal.

POUR QU'ON VIVE!

Je n'ai pas choisi mon sujet. On m'a prié de répondre aux deux questions suivantes : "Comment s'opérera la survivance intégrale de notre race ? Qui sauvera la destinée du peuple canadien-français, noyé dans la vaste contrée du Canada ?"

Qui ? Comment ? Par la première question, on me prie d'entrer de plain-pied dans la tribu des grands prophètes. Par la seconde on m'invite à étaler devant vous la pharmacie de M. le Dr Guérit-Tout. Mon rôle sera plus modeste. Je ne suis pas même un petit prophète ; et je ne vous apporte que ma médecine qui n'est pas une panacée.

— 1 —

Dieu d'abord.

A la question : *Qui nous sauvera ?* Je réponds : Dieu ! Dieu d'abord. A une heure où son royaume allait au plus mal, Henri IV écrivait : "Si je n'avais confiance en Dieu, je désespérerais de mes affaires, les voyant réduites aux termes où elles se

trouvent, mais je m'assure qu'il ne m'abandonnera pas ni la France".

Parole de roi, mais aussi parole de catholique. C'est Dieu et son Eglise qui, plus que tout, nous garderont une race saine. C'est Dieu qui nous donnera les chefs dont nul peuple, nul pays ne peuvent se passer ; Lui seul inspirera à ces chefs et à nous les pensées libératrices, les ressauts de conscience qui, à certaines heures, secouent une nation et l'entraînent au redressement de sa vie.

Mais vous êtes-vous jamais demandé pourquoi Dieu s'intéresserait particulièrement à nous ? Parce que nous sommes des rachetés et des baptisés, me direz-vous ? Mais tous les peuples catholiques en pourraient dire autant. Parce que nous sommes un peuple de missionnaires, ajouterez-vous ? Mais ici encore bon nombre de peuples catholiques se pourraient prévaloir du même mérite.

La question que j'entends poser est celle-ci : Pourquoi Dieu s'intéresserait-il à notre *national* ? Et pourquoi, pour quelle haute raison divine, nous aiderait-il à le sauvegarder ?

Posons d'abord ce principe absolu que Dieu ne s'intéresse à rien qu'en fonction de Lui-même, du Christ, de l'Eglise, des fins supra-terrestres de l'homme. Or notre milieu national ou culturel a-t-il vraiment gardé des éléments spéciaux ou no-

tables de milieu chrétien ? A-t-il gardé des traditions, des institutions juridiques, sociales, une atmosphère, un cadre qui permettent à l'Eglise d'accomplir parmi nous, avec une efficacité particulière, ses fins surnaturelles ? Grave question à laquelle, en dépit des déformations déjà subies par ce milieu, ma réponse croit pouvoir s'exprimer par un oui ! Un simple regard jeté sur notre pays québécois suffit à faire constater que son pittoresque, sa note originale, lui viennent en grande partie de son catholicisme.

En tout cas, l'on ne voit point quelles forces ou quelles aptitudes spirituelles pourrait gagner ce milieu à s'angliciser ou à s'américaniser. Nous dénationaliser voudrait dire nous angliciser, passer à la culture anglo-saxonne. Où trouverions-nous de ce côté de quoi compenser, pour notre faim spirituelle, ce que nous délaierions ? Notre culture nous fait un climat moral. Quel serait le profit d'un changement ? Certes, je ne méprise pas la production intellectuelle et catholique des races anglo-saxonnes, mais offre-t-elle rien de comparable à la production de la pensée catholique de France ? Il faut le dire : exception faite du magistère de Rome, les catholiques français restent, à l'heure actuelle, pour la quantité et la qualité, les plus grands producteurs de pensée religieuse. Ceux d'autre race pourraient-ils nous offrir, par exemple, un philosophe et un penseur comme celui que nous applaudissions

chez-nous il y a quelque temps : Jacques Maritain ?

Messieurs, si vous acceptez mes principes, et je ne les crois pas contestables, il reste que Dieu ne peut vouloir notre déchéance nationale, parce qu'il ne saurait entrer dans le plan providentiel qu'un peuple catholique, si petit soit-il, meure, ni même qu'il perde la moindre de ses valeurs spirituelles.

Parmi nos sauveurs, sachons donc inscrire au premier rang et à un rang transcendant, DIEU !

— 2 —

De quoi souffrons-nous ?

Toutefois Dieu ne nous sauvera pas sans nous, ni malgré nous. Un plan naturel existe, où peut se donner carrière l'action de l'homme. C'est en me plaçant sur ce plan que je veux essayer de répondre à votre autre question : Comment serons-nous sauvés ?

Une vérité d'expérience et de philosophie rationnelle permet d'affirmer que l'homme agit grandement sur ses institutions, sur son cadre social et politique. Il peut les modifier, les faire évoluer. En d'autres termes, il fait pour une grande part son histoire.

Commençons, si vous voulez, par un diagnostic de notre mal. De quoi souff-

frons-nous ? Dans le désarroi où nous sommes, les uns partent en guerre contre les Juifs, d'autres contre les Anglais. Fausses pistes. Notre guérison sera déjà commencée, le jour où nous pourrons nous convaincre de cette douloureuse mais nécessaire vérité : notre mal n'est pas en dehors de nous ; il est en nous. Nous souffrons, pour le dire tout net, d'une dissolution du sens national, ou, si l'on préfère un autre terme, d'une désintégration de l'idée de nationalité. Nous ne sommes si bas que parce que notre âme n'est pas plus haut.

Deux éléments constituent la nationalité. Le premier, appelé par les philosophes élément *matériel*, se définirait comme suit : possession en commun d'un héritage de souvenirs, de gloire, de traditions, de similitudes ethniques et culturelles. L'autre élément, l'élément *formel*, le principal, se pourrait définir : volonté de vivre ensemble à raison des solidarités physiques et morales indiquées plus haut, volonté de préserver le patrimoine héréditaire, à raison de sa valeur même et pour le développement qu'il assure à la personnalité humaine.

Dissolution du sens national.

Eh bien ! ces deux éléments de la nationalité, les possédons-nous ? Le premier, oui, mais savons-nous ce qu'il signifie pour nous, Canadiens-Français ? En connaissons-nous le prix ? En avons-nous cette conscience qui transforme les grands sen-

timents en force agissante ? Et le second élément ? Qu'en faites-vous ? Voulez-vous, voulons-nous, d'une volonté vraie, sauver l'héritage ? Si, par un pourcentage d'occasion, ai-je déjà écrit, l'on essayait d'évaluer psychologiquement la force du sens national dans l'âme d'un Canadien-Français moyen, et j'entendrais par là des notions élémentaires d'histoire canadienne, une modeste fierté de son origine, de son passé, de sa langue, de sa culture, une volonté modeste aussi de préserver cet héritage spirituel et de le transmettre à ses enfants, croyez-vous qu'à l'exception du Canadien-Français fouetté par une société patriotique ou par un journal de combat, l'on arriverait à trouver, dans l'âme des nôtres, cinq à six pour cent de sentiment national véritable et substantiel ?

Pour compléter cette triste démonstration, analysons ensemble quelques-uns de nos maux. Au fond de tous vous verrez apparaître un sens national oblitéré, en pleine dissolution, et, par suite, une vie nationale anarchique, caractérisée par l'oubli habituel de l'intérêt général, par la prédominance de l'intérêt particulier sur les intérêts de la collectivité.

Un premier coup d'œil sur notre vie économique. Nous avons fini par nous apercevoir que l'achat habituel chez l'étranger pouvait comporter des inconvénients. Et, de ce temps-ci, des croisades s'organisent un peu partout pour *l'Achat*

chez nous. Fort bien. Mais faites-vous attention qu'en tout cela le plus grave, c'est la mentalité de l'acheteur ; ce n'est pas d'aller porter son argent chez l'étranger, mais bien plutôt de faire ce geste sans en apercevoir les répercussions, dans une totale ignorance des rapports de l'économie et du national ? A preuve la réponse invariable des bonnes gens, à la première observation qu'on se permet de leur faire là-dessus : "Qu'est-ce que cela peut bien faire ?" Longtemps d'ailleurs cette mentalité, les dirigeants de notre vie économique l'ont eux-mêmes partagée ; et je ne sais si elle est totalement disparue. L'homme qui vous parle se souvient en tout cas d'une époque encore peu éloignée, où ceux qui osaient préconiser l'achat chez nous et l'encouragement aux nôtres, se voyaient rabroués d'importance par de grands financiers, de grands industriels canadiens-français qui, blêmes de peur, vous jetaient à la figure ce cri de sottise : "Ne mêlons pas le patriotisme et les affaires !"

Et notre vie politique ? Tout nous commanderait d'être unis pour être forts. particulièrement à Ottawa. Les impératifs les plus absolus nous imposeraient de réduire au minimum nos divisions. Et cependant nous vivons dressés les uns contre les autres, en deux camps ennemis et irréconciliables. Et pour qui ? Et pour quoi ?

Mon bon ami, M. Albert Rioux, protes-

tait récemment contre la présence, dans le Québec, de quelques fonctionnaires unilingues du ministère fédéral de l'agriculture. Mais il y a pire, oserai-je le dire, que le choix de ces fonctionnaires; et c'est qu'un peuple de langue française les ait endurés; et c'est que leur nomination ait été faite après de chaudes recommandations de quelques-uns de nos députés; et c'est enfin que nos gouvernants aient accepté de collaborer avec ces unilingues, contribuant ainsi à les imposer à une population de langue française. Dans laquelle des provinces du Canada, je vous prie de me le faire savoir, trouveriez-vous pareille somme de naïve endurance ?

Faut-il relever aussi la comédie de nos protestations ? Nous voulons que les autres respectent notre langue. La respectons-nous chez nous ? Quelle figure faisons-nous, parmi les Anglo-Canadiens, lorsque nous réclamons auprès d'eux le respect des droits du français et que, dans notre propre province, nous voici contraints de mener contre les nôtres une campagne de refrancisation ? Et cette fois encore, si vous alliez demander à notre pauvre peuple pour quel motif, pour quel intérêt, il badigeonne ainsi d'anglais le visage français de son pays, il vous répondrait avec un air ébahi, réflexe du vide de son âme : "Qu'est-ce que cela peut bien faire ?" A Ottawa, nos députés, nos sénateurs, dont c'est la mission spéciale de surveiller ces hauts intérêts, sont en géné-

ral les derniers à prendre la défense des droits de leur province et de leur nationalité. Mais, avec eux encore, comment nous arrive-t-il de nous comporter ? Un jour, ils seront avertis très solennellement que s'ils posent tel acte ou s'abstiennent de poser tel autre, leur conduite sera considérée comme une trahison. Ils passent outre à la volonté et à l'injonction de leurs compatriotes. Le lendemain, il se trouvera l'une ou l'autre de nos sociétés nationales pour inviter ces mêmes hommes à se faire les porte-parole de la nationalité en quelque solennelle célébration patriotique. Toujours la même faiblesse, le même mal. Un sentiment national si débile, si informe, qu'il se révèle impuissant à nous faire mettre dans notre vie collective, de l'élémentaire logique, un minimum de conscience !

Voulez-vous encore une autre manifestation du même mal d'âme ?

Nos écoles et le sens national.

Quand je dis, de nos écoles, qu'elles devraient être intensément nationales, est-ce vraiment trop exiger ? Aux Français qui viennent de passer en notre pays, il a suffi de vingt-quatre heures pour saisir le drame de notre vie, je veux dire l'état périlleux de ce petit peuple, enserré dans un coin de l'Amérique du Nord, par cent cinquante millions d'Anglo-saxons et obligé de défendre son âme en cette terrible atmosphère. Eh ! bien, j'ai déjà posé la question : à

combien de maîtres de notre jeunesse cette redoutable réalité apporte-t-elle une inquiétude ? Et combien parmi eux s'appliquent à former l'âme des jeunes générations, les yeux rivés sur cette même réalité ? Depuis le bas jusqu'au haut de notre enseignement, que vaut l'atmosphère nationale de nos écoles, si on les compare, par exemple, aux écoles américaines ?

Il y a quatre-vingts ans environ, notre peuple restait encore en grande majorité, un peuple de campagnards. On eût dit la campagne, chez nous, un petit monde clos : pas de routes, pas d'autos, pas de tourisme, pas de villégiature, pas de téléphone, pas de journaux quotidiens, pas de radio, pas de cinéma. Des facteurs économiques et sociaux que chacun connaît, ont radicalement bouleversé, changé cette situation. Nous vivons maintenant en grande majorité à la ville ; la ville elle-même a transporté ses mœurs à la campagne ; et voici tous les remparts d'autrefois écroulés, et le microbe américain flottant partout dans l'air. Les âmes auraient donc besoin de toniques spéciaux ; le métal humain ne saurait plus être forgé comme jadis. Eh ! bien, je vous prie encore de me le dire : pendant que tout changeait autour de nous, l'école a-t-elle considérablement changé ? Est-elle devenue une école ordonnée aux fins nationales, au redressement de notre vie ?

On se plaint qu'un malheureux esprit de servitude se soit développé dans l'âme de

notre population. Certaines idéologies caressées, propagées, inconsciemment je le veux bien, par quelques maîtres, n'y seraient-elles pour rien ? De plus en plus les parents, ceux-là du moins, dont l'esprit s'éveille, se plaignent qu'on gave leurs enfants d'anglais. Ils se plaignent surtout que l'anglais soit enseigné dans nos écoles, non pour en faire un instrument d'affranchissement et de conquête, mais pour ordonner en définitive les enfants de la majorité au service de la minorité. Si ces parents ont raison, quoi de plus propre qu'un pareil régime à développer l'esprit de servitude, à perpétuer notre état d'âme de vaincus ? Un industriel canadien-fançais qui, ses études commencées dans l'un de nos collèges commerciaux, alla les terminer dans un high school d'une autre province, nous disait un jour, en y mettant peut-être l'accent un peu fort : "Voici comme je résume l'éducation que j'ai reçue dans mon premier et puis dans mon second collège ; dans le premier, on m'a dit : Soyez un bon employé. Dans le high school, on m'a dit : Soyez un bon patron !"

Après cet exposé, Messieurs, ma première conclusion sera toute simple : le mal, ce me semble, est bien en nous. Nous souffrons d'une dissolution du sens national. Car enfin tous les gestes que vous demandez à notre peuple : respect de la langue, achat chez nous, revendications pour une juste part des emplois publics, n'est-il pas vrai que chacun les accomplirait spontanément ?

ment, automatiquement, si, comme tous les peuples normaux, nous possédions le sens national ? Le grand mal des Canadiens-Français, est-on tenté de dire, c'est qu'il n'y a pas de Canadiens-Français.

— 3 —

Vous m'attendez, je le sais, à la partie pratique de cette causerie. Comment nous guérir de notre mal d'âme ? Deux méthodes s'offrent à nous. L'une,—ainsi l'Achat chez nous,—se préoccupe de faire exécuter le geste national, dans l'espoir d'éveiller la vie intérieure. L'autre tend à éveiller la vie intérieure dans la persuasion que le geste s'y conformera forcément. Laquelle des deux méthodes est l'efficace ? Je crois aux deux, mais je ne vous cacherai pas mes préférences pour la seconde.

L'éducation nationale.

En termes clairs, qu'est-ce que nous voulons ? Refaire le sens ou la conscience nationale, fortifier le vouloir-vivre collectif, autant dire restaurer parmi nous *l'élément formel* de la nationalité. Or, pour une telle œuvre, quel est l'ouvrier le plus nombreux, le plus actif, le plus puissant, sinon le maître d'école, si, par maître d'école, j'entends tous les maîtres, depuis l'instituteur de l'école du rang jusqu'au professeur d'université ? Quelle doctrine sociale ou politique pourrait embrigader

chez nous une pareille armée de propagandistes ?

On objectera la lenteur du remède. Observez que, dans l'intervalle, je n'interdis pas, bien au contraire, l'emploi de l'autre méthode. Je n'en reste pas moins d'avis que le remède efficace reste toujours, en définitive, le remède le plus prompt. Et quand je vois ce qui s'est passé en Italie depuis 1922, je me persuade qu'une renaissance nationale par l'école, ce peut être l'affaire d'une génération. Qui ne sait, en outre, qu'un vaste mouvement d'éducation nationale enrôlant et atteignant toutes nos écoles, tous nos collèges, tous nos couvents, nos universités, aurait, en fort peu de temps, dans les familles et sur l'opinion, la plus considérable répercussion ? Remède trop lent ? Mais quand, d'un bout à l'autre du Québec, vous auriez obtenu le remplacement des fonctionnaires unilingue par des bilingues, qu'un certain nombre d'enseignes anglaises seraient disparues et qu'on aurait créé quelque courant dans le sens de l'Achat chez nous, vous auriez, sans doute, gagné quelque chose ; mais si vous n'avez pas infusé à notre peuple une once de sens national, relevé d'un pouce sa fierté, auriez-vous gagné grand' chose ? Et êtes-vous bien sûrs que, dans dix ans, tout ne serait pas à recommencer ?

Vers une vie organique.

Quant à moi, je dis : ayez d'abord confiance dans l'action en profondeur. Com-

mencez par le commencement. Formez par l'éducation la conscience collective, le sens national. Donnez à une génération un idéal véritable. Que cet idéal ne soit pas seulement la conservation de la langue, mais la formation d'un climat spirituel, d'une culture française, d'un Etat français. Et cet œuvre accomplie sera une grande chose. Vous aurez réalisé une immense réforme : vous aurez créé l'idée-force, qui, guidée, inspirée de haut par la foi, nous fera nous construire une vie véritablement organique, splendidement hiérarchisée.

Alors commencera une ère où, sous l'impératif de la foi, s'établira de soi-même la primauté du spirituel. Primauté dont le national chez nous sera le premier à bénéficier. Sans doute n'est-ce point la fin propre du spirituel de voir à la conservation du national. Rappelez-vous pourtant ce passage d'une lettre de Pie XI au Cardinal Bertram (13 nov. 1928) : "L'Action catholique a pour but de propager le règne du Christ, et, par cette propagation de procurer à la société le plus grand des biens, d'où découlent tous les autres biens, c'est-à-dire tous ceux qui regardent l'organisation d'une nation et qu'on qualifie de politique."

Une conscience nationale faite de fierté nous aidera ensuite à réformer notre état social. Des fils de rois n'entendent pas d'ordinaire se laisser traiter comme des valets par une poignée d'exploiteurs étrangers. Nous remettrons de l'ordre dans la

maison. Nous n'admettrons point qu'une classe ou l'autre de notre population, pas même nos bûcherons, soit traitée comme une classe de parias.

Une vie organique nous fera découvrir le rôle du facteur économique dans la vie d'un peuple, la nécessité, pour lui, pour ses intérêts spirituels, d'une certaine indépendance matérielle. Une fierté saine nous fera ressentir l'humiliation d'être perpétuellement au service, à la remorque du voisin ou d'une minorité. Nous pratiquerons, sans efforts commandés, l'*Achat chez nous*, et aussi la *Production chez nous*, estimant assez vain l'achat chez les nôtres, s'il se réduit à manipuler les produits des autres et à fournir un débouché à leurs manufactures. D'un mot, parce que nous en constaterons les profits matériels, nous apprécierons l'avantage d'une survivance française, l'opportunité d'être Français à fond.

A ce sujet, quand donc, l'un de nos économistes nous fera-t-il la somme approximative des sommes perdues par le portefeuille canadien-français par suite des emplois perdus et des institutions échappées de nos mains ? On a évalué à six millions la part dont nous serions dépouillés annuellement, rien que dans les services administratifs d'Ottawa. Mais qui évaluera aussi bien ce que nous perdons chez nous en notre Province, faute uniquement de conduire nos affaires comme des hommes, comme un peuple conscient ou simplement

normal ? Car enfin, j'ai beau me creuser la tête, je ne vois pas de raisons fatales pour que, les Canadiens-Français étant au nombre de 2 500 000 dans le Québec et maîtres de la province depuis trois cents ans, toutes les grandes affaires, toute la haute finance, toutes les grandes entreprises industrielles, toutes les compagnies d'utilité publique, tous les pouvoirs d'eau, toutes les forêts, toutes les mines appartiennent à une minorité de 300 000 âmes, alors qu'une si large part de ces entreprises ont été fondées avec de l'argent pris dans la bourse de nos épargnants. Et les magasins à rayons ? Les nôtres n'en possèdent qu'un ou deux dans Montréal. Normalement n'est-ce pas quatre au moins qui devraient leur appartenir ? Et les chemins de fer ? Quelqu'un me dira-t-il pour quelle raison décisive, dans les gares de la province de Québec et sur les trains qui y sont mis en circulation, nous endurons tant de fonctionnaires unilingues ? Et pouvez-vous me dire pourquoi nous endurons, en ce cas, sur les chemins de fer ce que nous n'endurons pas dans le tramway ? Tout compte fait, serait-ce un calcul exagéré que d'évaluer à 25 000 au moins les emplois que les Canadiens-Français ont perdus dans leur propre province, tout uniment pour avoir conduit leurs affaires à rebours, sans méthode comme sans fierté ?

Une vie organique nous donnera encore une vie intellectuelle décidément française.

Elle nous fera d'abord une école française. La troublante question du bilinguisme scolaire se résoudra d'elle-même. Cette dose-là d'anglais nous paraîtra acceptable qui n'enlève rien à notre esprit français, qui constitue un complément de culture, un outil de conquérant ; mais celle-là nous paraîtra pernicieuse et fatale qui ne s'acquiert que par un sacrifice, si minime soit-il, de l'intelligence ou de l'âme française. Nous comprendrons que plus s'accroît, dans les programmes, la dose d'anglais, plus s'accroît aussi, pour l'enfant, dans une ambiance comme la nôtre, le péril de la déformation et de l'anglicisation, et que plus doit se fortifier par conséquent notre formation française et notre éducation nationale. Nous finirons par nous convaincre que, dans l'atmosphère terrible où nous vivons, nous ne sommes pas assez français pour absorber tant d'anglais. Non, il n'y a plus de place pour le Canadien-Français à 30 ou à 50 pour cent ; un seul Canadien-Français a chance de survivre ; le Canadien-Français à 100 pour cent.

Voilà la vie organique que légitimement nous pouvons espérer d'une éducation qui nous referait une pensée nationale, une volonté nationale, une conscience nationale.

Mais les maîtres ?

J'entends votre objection, et j'en reconnais la gravité : les maîtres me demandez-

vous, qui les fera marcher ? Je réponds : l'opinion publique. Elle seule fera disparaître les sceptiques ou les suffisants qui ne font rien et se moquent du patriotisme. Elle seule réveillera les endormis, les inconscients ; elle seule stimulera les bien disposés, en somme les plus nombreux. Il faut que les pères de famille se décident à parler haut et ferme. Il faut qu'ils cessent d'endurer dans notre enseignement les maîtres qui, par inintelligence, inconscience, paresse, ou scepticisme, déforment leurs enfants aussi sûrement que le pourraient faire les pires assimilateurs.

Espoir.

Réformons notre éducation et espérons. Je sais ce qui se dit. J'entends, comme tout le monde, les paroles irréfléchies que prononcent devant les foules des hommes qu'on prend pour des chefs. Paroles de défaitistes !

Ah ! si nous avions tout tenté et que notre pauvre peuple en fût encore en l'état navrant, où il se débat, peut-être la désespérance serait-elle excusable ? Mais qu'avons-nous sérieusement, persévéramment tenté ?

Pour ma part, si je ne refuse pas de voir les choses dans leur inquiétante réalité, je suis de ceux qui refusent de mourir. Aussi longtemps qu'on n'aura pas supprimé, balayé d'un coup brutal l'histoire qui est derrière nous et qui vit et qui agit en nous ;

aussi longtemps qu'on ne nous aura pas coupés de nos racines françaises, que restera par conséquent à notre disposition notre culture, cette rare faculté pour un peuple de penser clair ; aussi longtemps que nous n'aurons pas renié notre foi, lumière inspiratrice, vie des vies, capable de redresser en nous tous les ressorts détendus, je reste de ceux qui se cramponnent à l'indéfectible espérance.

La jeunesse.

Et il y a la jeunesse. En dépit de l'effroyable atmosphère que nous lui avons fait respirer, la jeunesse n'est pas résignée. Elle n'accepte pas la démission sans grandeur que lui proposent certains politiciens. Et cela, j'estime que c'est un miracle.

L'autre soir, je rencontrais au parc La Fontaine, trois petits écoliers de onze à treize ans : écoliers d'une espèce particulière, puisqu'après avoir suivi des cours toute la journée dans leur école en bas de la rue Ontario, ils s'en allaient à une école du soir dans le nord de la ville. Leurs livres sous le bras, ils s'arrêtèrent un instant devant le monument La Fontaine. L'un dit : "C'est le monument La Fontaine". Le deuxième : "C'est un beau monument !" Le troisième, cambré, et l'œil illuminé : "Je voudrais bien être à sa place !" Je voudrais bien être à sa place ! Mot d'enfant, mais mot ambitieux qui annonce peut-être une nouvelle génération.

aussi longtemps qu'on ne nous aura pas
comptés de nos racines françaises; que res-
tera par conséquent à notre disposition no-
tre culture, notre faculté pour un peu
plus de pensée clair; aussi longtemps que
nous n'aurons pas tenu notre foi, lumière
inspiration, vie des vices, capable de se
dresser en nous tous les ressorts de l'hu-
manité de ceux qui se compromettent à l'in-
délébile espérance, nous en aurons
la jeunesse.

Et il y a la jeunesse, l'en dépit de l'el-
troite atmosphère que nous lui avons
fait respirer, la jeunesse n'est pas résignée.
Elle n'accepte pas la démission sans gra-
teur que lui proposent certains politiques.
Et cela, j'estime que c'est un miracle.

L'autre soir, je rencontrais au parc la
Fontaine, trois petits écoliers de onze à
treize ans : écoliers d'une espèce particu-
lière, puisqu'après avoir suivi des cours
toute la journée dans leur école en bas de
la rue Ontario, ils s'en allaient à une école
du soir dans le nord de la ville. Leurs li-
vres sous le bras, ils s'arrêtaient un instant
devant le monument La Fontaine. L'un
dit : "C'est le monument La Fontaine." Le
deuxième : "C'est un beau monument." Le
troisième, campé, et l'œil illuminé : "Je
voudrais bien être à sa place." Le qua-
trème bien être à sa place ! Mot d'enfant,
mais mot ambitieux qui annonce peut-être
une nouvelle génération.

BNQ



C 000 303 984